

MARS 2025

ARTCI **INFOS**

BULLETIN MENSUEL D'INFORMATIONS DE L'AUTORITÉ DE RÉGULATION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS/TIC DE CÔTE D'IVOIRE



AVENIR NUMÉRIQUE MESURES POLITIQUES NATIONALES POUR DES INVESTISSEMENTS À LONG TERME DANS LES RÉSEAUX

Bien plus qu'une technologie, la 5G annonce une nouvelle ère où la connectivité sera plus fluide et flexible. En Côte d'Ivoire, l'Etat, à travers l'ARTCI, adopte des mesures stratégiques pour inciter des investissements à long terme dans les réseaux de 5G qui prendront en charge des vitesses de large bande mobile nettement plus élevées.

ARTCI

AUTORITÉ DE RÉGULATION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS/TIC DE CÔTE D'IVOIRE



AU CŒUR DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DE LA CÔTE D'IVOIRE



Réguler

- ✓ Le secteur des Télécommunications
- ✓ Le secteur postal



Protéger

- ✓ Les droits des consommateurs de services numériques
- ✓ Les réseaux et systèmes d'information
- ✓ Les Données à Caractère Personnel et la vie privée



Gérer

- ✓ Les transactions électroniques
- ✓ Les noms de domaine (le point CI) et les adresses
- ✓ Internet de la Côte d'Ivoire
- ✓ Le point d'échange Internet de la Côte d'Ivoire (CIVIX)

Abidjan – Marcory Anoumabo 18 BP 2203 Abidjan 18 – Côte d'Ivoire

+ 225 27 20 34 43 73 / 27 20 34 43 74 courrier@artci.ci www.artci.ci Artci

3 Édito

Semer les graines du futur numérique avec la 5G

Actu'IT**4 Coopération régionale**

L'ARCEP Togo en visite de travail à l'ARTCI

4 Africa BroadBand-Maps

Lancement du projet régional de cartographie à large bande en Afrique

5 Journée Internationale des Jeunes Filles dans les TIC

Sensibilisation à la Cybersécurité au Lycée de Bingerville

5 Blockchain & AI B2B Days 2025

Un pont stratégique entre innovations et opportunités sous-régionales

GRAND ANGLE | Avenir numérique :
mesures politiques nationales pour le développement de la 5G

6 Télécommunications mobiles

L'évolution de la 5G en Afrique

7 Mise à niveau des réseaux avant la 5G

Actions des opérateurs télécoms en Côte d'Ivoire

8 Mesures politiques nationales pour la 5G

Actions de l'ARTCI

10 Alliances stratégiques

Quand opérateurs et multinationales s'unissent pour bâtir l'avenir numérique

Focus sur l'ARTCI**10 Statistiques**

L'ARTCI modernise ses outils de collecte pour un système plus performant

POINT DE VUE**11 OMNIA**

Le miroir révolutionnaire qui transformera le suivi de notre santé au quotidien

13 La révolution Edge Datacenter

Redéfinir l'avenir de l'infrastructure numérique

PERSPECTIVES INTERNATIONALES**14 Entrepreneuriat et culture de l'innovation**

La Côte d'Ivoire s'imprègne du modèle de réussite de la Silicon Valley

14 L'ARTCI au GSMA-MWC 2024

Tendances, partenariats et innovations au cœur des discussions

Semer les graines du futur numérique avec la 5G



M. Lakoun Ouattara
Directeur Général de l'ARTCI

L'aube d'une nouvelle ère numérique se lève sur notre nation, portée par la promesse de la 5G. Cette technologie de rupture, bien plus qu'une simple évolution de la 4G, représente un catalyseur de transformation pour notre économie, notre société et notre quotidien. Consciente de son potentiel immense, l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI) place au cœur de ses priorités l'instauration d'un environnement politique national propice à des investissements durables et à long terme dans le déploiement des réseaux 5G.

L'investissement dans l'infrastructure 5G est un investissement stratégique dans l'avenir. Il est essentiel de dépasser une vision court-termiste et de mettre en place des mesures politiques robustes qui encouragent les opérateurs à s'engager sur le long terme. Cela passe inévitablement par la création d'un cadre réglementaire stable, transparent et prévisible. Les règles du jeu doivent être claires, les procédures simplifiées et les incertitudes minimisées afin d'instaurer un climat de confiance pour les investisseurs.

Il est impératif de favoriser un environnement de concurrence saine et loyale. L'ARTCI veillera à ce que les conditions de marché permettent à plusieurs acteurs de coexister et

d'innover, stimulant ainsi l'investissement et l'amélioration continue de la qualité des services. Une concurrence dynamique est un moteur puissant pour l'adoption rapide de la 5G et le développement de ses usages.

Enfin, l'avenir numérique ne se construira pas sans une collaboration étroite entre les pouvoirs publics, les opérateurs, les acteurs de l'innovation et les utilisateurs. L'ARTCI se positionne comme un facilitateur de ce dialogue, encourageant les partenariats et les initiatives qui permettront de maximiser les bénéfices de la 5G pour l'ensemble de la société ivoirienne. La sensibilisation aux opportunités offertes par cette technologie, le développement des compétences numériques et l'accompagnement des entreprises dans leur transformation digitale sont des éléments clés pour une adoption réussie.

En adoptant des mesures politiques nationales ambitieuses et clairvoyantes, nous pouvons créer un écosystème favorable à des investissements à long terme dans les réseaux 5G. Ces investissements sont les fondations du futur numérique de notre nation, un avenir de croissance économique, d'innovation, de connectivité accrue et d'amélioration de la qualité de vie pour tous les citoyens.

Coopération régionale

L'ARCEP Togo en visite de travail à l'ARTCI

Du 17 au 21 mars 2025, l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI) a accueilli une délégation de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) du Togo conduite par son Directeur Général, **M. Michel Yaovi Galley**.

Cette visite stratégique s'inscrivait dans une démarche de renforcement des liens de coopération bilatérale entre les deux institutions, visant à consolider un partenariat dynamique et durable. Elle intervenait à la suite d'un accord-cadre de collaboration signé à Lomé, le 7 février 2025, marquant l'engagement mutuel de l'ARTCI et de l'ARCEP à œuvrer au développement harmonieux et inclusif du secteur des communications électroniques et des postes dans la région.

La première journée de la visite a été marquée par des rencontres et sessions de travail fructueuses. Accueillie par le Conseil de Régulation de l'ARTCI, la délégation togolaise s'est rendue à la Direction Générale de l'ARTCI, à Marcory. **M. Lakoun Ouattara**, Directeur Général de l'ARTCI, a eu un échange avec son homologue togolais lors d'un tête-à-tête, qui a été suivi d'une séance de travail en présence des membres du Comité de Direction de l'ARTCI et des autres membres de la délégation hôte.

Au cours de la séance, le Directeur Général de l'ARTCI a souligné que cette rencontre est le reflet de l'engagement mutuel des deux autorités à renforcer les relations bilatérales et la coopération en matière de



L'ARTCI et l'ARCEP Togo marquent leur volonté de renforcer cette coopération bilatérale.

régulation des communications électroniques entre la Côte d'Ivoire et le Togo. Il a également salué la volonté des deux institutions sœurs d'intensifier leur coopération, mettant en avant les liens historiques et culturels qui unissent les deux pays.

Prenant la parole, le Directeur Général de l'ARCEP a remercié les autorités ivoiriennes pour l'accueil chaleureux réservé à sa délégation. Il a exprimé un grand intérêt pour les opportunités d'échanges qui se présentent lors de cette visite.

Cette visite témoigne de l'excellence des relations entre la Côte d'Ivoire et le Togo, et de la volonté commune de construire un espace numérique africain prospère et inclusif.

Africa BroadBand-Maps

Lancement du projet régional de cartographie à large bande en Afrique

Les 26 et 27 mars 2025, la Côte d'Ivoire a accueilli le lancement de l'initiative **Africa BroadBand-Maps** financée par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) et la Commission Européenne. Ce projet ambitieux vise à cartographier les infrastructures de haut débit dans 11 pays africains pour améliorer la connectivité numérique du continent.

L'événement a rassemblé des délégués de l'UIT, de l'Union Européenne, des Autorités Nationales de Régulation et des experts régionaux. L'objectif était d'établir une feuille de route pour la mise en place des systèmes de cartographie du haut débit dans les pays pilotes.

Lors de la cérémonie d'ouverture, **M. Lakoun Ouattara**, Directeur Général de l'ARTCI, a souligné l'importance de la cartographie des infrastructures haut débit pour une planification efficace et une prise de décision éclairée des politiques publiques. Il a mis en avant les bénéfices du projet, notamment l'identification des zones mal desservies et la priorisation des investissements en infrastructures pour un développement socio-économique inclusif.

M. Narcisse Ekissi, Directeur de Cabinet du Ministre de la Transition Numérique et de la Digitalisation (MTND), a présenté les efforts du pays en matière de connectivité, avec plus de 33 000 km de réseaux fibres optiques déployés et une couverture 4G de 93,71% de la population à fin 2024. Il a insisté sur la nécessité de disposer de données précises pour guider les décisions des gouvernements et des investisseurs.

Pour sa part, **M. Cosmas Zavazava**, Directeur du Bureau de Développement de l'UIT, a salué le soutien de la Côte d'Ivoire à l'agence onusienne et rappelé les enjeux de la réduction de la fracture numérique en Afrique. Il a également mentionné l'installation de 17 centres d'accélération d'innovation et de soutien aux start-ups, dont 7 en Afrique.



L'initiative Africa BroadBand-Maps permettra de disposer de données précises pour guider les décisions des gouvernements et investisseurs dans le secteur de la connectivité haut débit.

M. Hans Christian Stausbøll, Directeur par intérim pour l'Afrique de la **Commission Européenne**, a quant à lui mis en avant l'objectif du projet de capitaliser sur les bonnes pratiques européennes pour harmoniser la cartographie du haut débit en Afrique. Il a souligné l'importance du partenariat entre l'UE, l'UIT et les régulateurs africains pour améliorer la connectivité numérique sur le continent.

Le 26 mars, le Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation a reçu le Directeur du BDT et sa délégation pour des séances de travail.

Il faut noter que la Côte d'Ivoire a été choisie pour le lancement du projet BB-Maps en raison de son engagement et de ses avancées en matière de cartographie numérique. **L'outil de cartographie développé est accessible à l'adresse <https://cartodonnees.artci.ci/>.**

Le lancement de l'Africa BroadBand-Maps à Abidjan marque une étape majeure vers une connectivité haut débit inclusive et durable en Afrique. Les discussions et échanges durant ces deux jours ouvrent de nouvelles perspectives pour le développement numérique du continent.

Journée Internationale des Jeunes Filles dans les TIC Sensibilisation à la Cybersécurité au Lycée de Bingerville

À l'occasion de la Journée Internationale des Jeunes Filles dans les TIC, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) et le Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation (MTND) de Côte d'Ivoire ont organisé le 25 avril 2025, un atelier au Lycée Jeunes Filles de Bingerville. Une centaine d'élèves ont acquis des notions de base en cybersécurité et ont été sensibilisées à l'importance de la protection des données personnelles.

M. Koné Kafolodje Fatoumata Coulibaly, Directeur de la Cybersécurité et de la Confiance du MTND, a mis en avant la vulnérabilité des jeunes filles sur internet, soulignant la nécessité de les informer et de les former. M. Olivier Avoa, Directeur Général du ministère, a encouragé les lycéennes à utiliser les réseaux sociaux de manière responsable et à devenir des modèles dans leur communauté.

Le Sergent Aské Ulrich de l'ANSSI a animé un atelier pratique sur les dangers en ligne, abordant des sujets tels que le cyber harcèlement, les arnaques, les fake news et la sextorsion. Des femmes modèles



Cette journée a permis aux jeunes filles de découvrir des notions de base en cybersécurité

ivoiriennes ont également motivé les élèves à envisager des carrières dans la cybersécurité et les TIC.

La cérémonie s'est déroulée en présence de Mme Coulibaly Mariam, Proviseur du Lycée Mamie Faitai. Elle s'est conclue par un jeu-concours ludique. Les gagnantes ont reçu des lots. Les participantes ont exprimé leur satisfaction, reconnaissant l'importance de la prudence et de la responsabilité en ligne, et il a été souhaité que de telles formations se renouvellent, impliquant également parents d'élèves et enseignants.

Blockchain & AI B2B Days 2025 Un pont stratégique entre innovations et opportunités sous-régionales

La Chambre de Commerce UE-Afrique a organisé du 8 au 9 avril 2025 au sein de l'immeuble Postel 2001 à Abidjan, l'événement Blockchain & AI B2B Days, rassemblant des fondateurs de startups venus de Côte d'Ivoire, du Ghana, du Nigeria, du Cameroun, de France, de Belgique et des Seychelles. Cet événement visait à promouvoir la collaboration transfrontalière et à renforcer la position de l'Afrique dans les innovations portées par la blockchain et l'intelligence artificielle.

Intervenant à cette occasion, **Mme Sonia Toro**, Directrice Exécutive de la Chambre de Commerce UE-Afrique a souligné l'importance de cette initiative visant à créer un espace de convergence pour les talents, les idées, les institutions et les opportunités, dans une Afrique en pleine transformation numérique. La blockchain et l'intelligence artificielle, dira-t-elle, ne sont pas des concepts réservés aux grandes puissances, mais des outils que l'Afrique doit s'approprier, adapter à ses réalités, et utiliser pour bâtir des solutions inclusives, durables et compétitives.

M. Kounandi Stéphane Coulibaly, Directeur de l'Innovation, des Startups et du Secteur Privé au Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation de la Côte d'Ivoire, a mis l'accent sur le caractère révolutionnaire de la technologie blockchain : un puissant vecteur de transparence, de sécurité, d'efficacité et d'innovation. Il a aussi encouragé les investissements dans des technologies comme la Blockchain et l'IA,



30 participants du Blockchain & AI B2B Days 2025 ont été sélectionnés pour l'excursion immersive au VITIB.

en vue de poser les bases d'une économie ivoirienne forte, intègre et compétitive à l'échelle internationale.

L'édition 2025 du Blockchain & AI B2B Days a été soutenue par le Centre du Commerce International (ITC) et le Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas, dans le cadre du projet Netherlands Trust Fund V – Ghana Tech Project.

Elle a été marquée par plusieurs temps forts. Notamment le discours d'ouverture de **M. Kounandi Stéphane Coulibaly** du Ministère de la Transition Numérique ; une table ronde sur les opportunités et défis liés à l'IA et à la blockchain en Afrique avec des leaders du ITC Ghana, de Binance Africa, de StratejAI et de la Chambre de Commerce UE-Afrique. On peut citer également le témoignage inspirant de **M. Mohamed Soukera**, PDG de Veone, sur le climat des

affaires en Côte d'Ivoire ; une session de pitch dynamique de 9 startups du Ghana et de la Côte d'Ivoire développant des solutions fondées sur la blockchain et l'IA, ainsi qu'une excursion immersive au technopôle du VITIB à Grand-Bassam.

En outre, Blockchain & AI B2B Days 2025 a permis de découvrir trois startups, à savoir Digitech (Côte d'Ivoire) pour avoir présenté la solution la plus scalable ; Npontu (Ghana), qui a mis en exergue l'utilisation la plus innovante de la Blockchain et/ou de l'IA ; et Akwabaci.com (Côte d'Ivoire), coup de cœur du Jury.

Prochaines étapes ?

Les Blockchain & AI B2B Days ont jeté les bases de l'Abidjan Blockchain Week, prévue en juillet 2025 dans le cadre de l'Ivoire Tech Forum, sous le patronage du Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation.

Télécommunications mobiles

L'évolution de la 5G en Afrique

La grande majorité des pays africains n'ont découvert qu'après 2010, l'Internet haut débit avec le déploiement progressif de la 3G. De 12% à 28% entre 2020 et 2024, la 4G s'est rapidement répandue en Afrique subsaharienne et ses régions. Bien que timide, la 5G s'annonce avec des perspectives assez prometteuses pour l'Afrique au profit de nombreux secteurs clés de l'économie, tels que le commerce, la santé, ou encore les smart cities.

La 5G veut ouvrir le champ des possibles et libérer le potentiel numérique de l'Afrique. En effet, la 5G ou cinquième génération est une norme de téléphonie mobile qui s'illustre par des débits plus importants et une latence fortement réduite. Elle présente l'avantage d'éviter le risque de saturation des réseaux lié à l'augmentation des usages numériques (smartphones, tablettes, objets connectés).

La technologie 5G permet une haute fiabilité, tout en augmentant le nombre de connexions simultanées par surface couverte. Elle vise à supporter jusqu'à un million de mobiles au kilomètre carré, soit dix fois plus que la 4G. Et une fois déployée, elle doit permettre des débits de télécommunications mobiles de plusieurs gigabits de données par seconde, soit jusqu'à 1 000 fois plus que les réseaux mobiles employés en 2010 et jusqu'à 100 fois plus rapides que la 4G initiale.

L'Afrique se retrouve de plain-pied dans cette technologie révolutionnaire après un passage fulgurant de la 2G, à la 3G puis à la 4G. Pendant ce temps, l'Europe et les Etats-Unis ont mis une vingtaine d'années pour parvenir à la 5G. Une preuve de l'adoption rapide et du dynamisme de la révolution numérique en nette progression en Afrique.

La 5G conquiert l'Afrique

A la fin de l'année 2021, quelques 176 opérateurs mobiles avaient déployé des réseaux 5G commerciaux dans 70 marchés dans le monde, indique la GSMA dans un rapport de 2021 intitulé «Feuilles de route pour l'attribution du spectre 5G : Afrique subsaharienne». En Afrique, l'implantation de la 5G est encore à un stade embryonnaire. Cependant, l'Afrique du Sud a été le premier pays africain à lancer un réseau 5G en 2020. Le plus grand opérateur de réseau mobile du pays, Vodacom, a lancé son réseau 5G à Johannesburg, à Pretoria et au Cap. Rain, un autre opérateur de réseau mobile sud-africain, a également lancé son réseau 5G dans certaines régions du pays.

Toujours en 2020, le Kenya a lancé son réseau 5G, devenant ainsi le deuxième pays africain à le faire. Safaricom, le plus grand



opérateur de réseau mobile du Kenya, a lancé son réseau 5G à Nairobi, Kisumu et Mombasa. Un an plus tard, ce fut le tour de l'Égypte de lancer son réseau 5G en juin 2021, devenant ainsi le troisième pays africain à le faire. Telecom Egypt, le plus grand opérateur de téléphonie fixe du pays, a lancé son réseau 5G au Caire, à Alexandrie et dans d'autres régions.

Il y a eu par la suite, pêle-mêle, le Botswana, Maurice, Madagascar, le Togo, la Zambie, le Nigeria, le Zimbabwe, etc. Selon le rapport de la GSMA susmentionné, la 5G pourrait profiter à l'économie africaine de 26 milliards de dollars entre 2021 et 2030. Certains analystes prédisent que la 5G ajoutera 2 200 milliards de dollars supplémentaires à l'économie africaine d'ici 2034.

Des défis persistants

Les perspectives sont bonnes pour l'Afrique subsaharienne : il est annoncé 320 millions d'abonnements à la 5G d'ici à 2029, soit 28 % de l'ensemble des abonnements mobiles. Une croissance supérieure aux attentes et qui est soutenue par la libération de fréquences dans les bandes basses et moyennes, ainsi que par la disponibilité d'appareils plus abordables. Les fournisseurs de services déploient activement des réseaux dans les zones urbaines, ciblant les consommateurs à fort

pouvoir d'achat.

Par ailleurs, la 4G continue de croître à un rythme soutenu de 5 % par an, mais la 5G devrait représenter 28 % des abonnements d'ici 2029. Au-delà des abonnements, les fournisseurs de services élargissent leurs offres pour inclure des services financiers mobiles, répondant ainsi à la forte pénétration du mobile et à la population non bancarisée. Ceci, pour participer à la réduction de la fracture numérique dans les zones et les localités non encore couvertes aussi bien par les réseaux 3G que 4G. D'où l'inclusion numérique des populations.

Ainsi, l'adoption de la 5G se fera de façon progressive malgré les ambitions du continent. D'autres défis non moins importants liés à la connectivité, notamment l'accès à l'énergie électrique stable demeure un impératif à satisfaire. A cela, s'ajoute le coût élevé des investissements nécessaires pour déployer des réseaux 5G.

Le manque de disponibilité du spectre radioélectrique adapté à la 5G, le faible niveau d'adoption et de demande pour les services à haut débit ; et le manque de cas d'usage innovants et pertinents pour la 5G, sont entre autres problématiques à adresser sur le continent pour une importante et définitive expansion de la 5G.

Mise à niveau des réseaux avant la 5G

Actions des opérateurs télécoms en Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire, en préparation du lancement de la 5G, a vu ses opérateurs télécoms — principalement Orange, MTN et Moov Africa — multiplier les initiatives pour mettre à niveau les infrastructures existantes. Ces actions sont menées en étroite collaboration avec l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI) à l'effet de garantir un déploiement efficace, sécurisé et inclusif de la 5G. Voici un panorama des mesures prises.

Le Gouvernement ivoirien a adopté en décembre 2021 une feuille de route stratégique pour un déploiement sécurisé de la 5G. Cette feuille de route fixe des objectifs clairs : transformation numérique, compétitivité économique, innovation technologique et amélioration des services publics. Dans ce cadre, plusieurs ateliers et journées de réflexion ont été organisés par l'ARTCI pour sensibiliser les acteurs du secteur et définir les meilleures pratiques pour l'arrivée de la 5G. Ces rencontres impliquent opérateurs télécoms, équipementiers, startups et institutions publiques.

Modernisation et test des infrastructures

Dans la perspective de la 5G, MTN, par exemple, a démarré des tests de la 5G dès décembre 2021, en attendant l'autorisation officielle pour un lancement commercial. Ces tests visent à évaluer les performances du réseau et à ajuster les infrastructures existantes. Orange quant à lui, collabore avec des partenaires comme Huawei, Nokia et ZTE pour garantir la compatibilité des équipements et accélérer la mise à niveau technologique. En septembre 2022, cet opérateur a également ouvert un « Orange 5G Lab » à Abidjan, dédié à l'expérimentation et à la découverte de la 5G. Ce laboratoire permet aux startups, entreprises et professionnels du numérique de tester des cas d'usage et de se préparer à l'arrivée de la 5G.

Anticipant la forte demande liée à la CAN 2024 et la future commercialisation de la

5G, les opérateurs télécoms ont également mené des travaux de modernisation de leurs réseaux en 2023. Ces travaux incluent la mise à niveau des équipements pour garantir une qualité de service optimale.

Les opérateurs ont conjointement étendu la couverture radioélectrique afin de rendre les services numériques accessibles à l'ensemble de la population. Ainsi, l'accès aux services Internet a connu une progression notable entre 2021 et 2024, avec un taux de couverture passant respectivement de 64,52 % à 93,71 %. Ces avancées constituent une base solide pour accompagner la transition vers la 5G et soutenir la transformation digitale du pays.

Face au non-respect des engagements en matière de qualité de service, le régulateur (ARTCI) a incité les opérateurs à accroître leurs investissements dans les zones rurales, notamment via des travaux d'extension et de modernisation des infrastructures de télécommunications. Ces mesures visent à améliorer la couverture, garantir une meilleure qualité de service tout en améliorant la satisfaction des consommateurs.

Mutualisation des réseaux

Concernant le partage des infrastructures, l'ARTCI a lancé un appel d'offres pour élaborer des mécanismes de partage d'infrastructures entre opérateurs. Cela concerne à la fois l'infrastructure passive (sites physiques, alimentation) et active (antennes, émetteurs-récepteurs), afin d'accélérer le déploiement de la 5G tout en réduisant les coûts. Des accords inter-opérateurs ont aussi été signés entre

Orange, MTN et Moov pour mutualiser certains investissements, notamment dans les zones moins rentables, afin d'assurer une couverture homogène sur tout le territoire.

Sous la houlette du Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation, les opérateurs sont également impliqués dans l'installation d'environ 240 micro-sites radioélectriques, à l'horizon 2025, à travers le pays, dans le but d'améliorer la couverture réseau, en particulier dans les zones rurales. Cette action s'inscrit dans le cadre du Plan National de Connectivité Rurale (PNCR) et vise à promouvoir l'inclusion numérique.

Cas d'usage

En partenariat avec l'ARTCI, Orange, MTN et Moov Africa travaillent à identifier et tester des cas d'usage innovants pour la 5G, notamment dans l'Internet des objets (IoT), la télémédecine, l'e-learning, les maisons intelligentes et l'e-gouvernement. Ils disent investir particulièrement dans des technologies émergentes de cybersécurité pour garantir un environnement sûr lors du déploiement de la 5G.

La préparation de la Côte d'Ivoire au lancement de la 5G s'appuie sur une stratégie multidimensionnelle impliquant la modernisation des réseaux existants, la mutualisation des infrastructures, la formation des acteurs économiques, ainsi qu'une régulation proactive. Ces efforts conjoints des opérateurs et des autorités visent à faire de la 5G un levier de transformation numérique, de compétitivité économique et d'inclusion sociale pour l'ensemble du pays.

Principaux domaines d'intérêt à l'ère de la 5G

A l'échelle mondiale, trois principaux domaines d'intérêt sont à prendre en compte en termes de développement et d'innovation pour la 5G. D'abord, **l'Internet des objets (IoT)**. A ce niveau, on s'attend à ce que le secteur du mobile prenne en charge des services sur mesure à travers les marchés verticaux de l'industrie et développe des services de la prochaine génération qui ne sont pas réalisables avec les réseaux 4G. En sus, **le large bande mobile**. Les services de large bande utilisant la 5G vont devoir répondre aux attentes des clients désireux d'un accès plus rapide et plus fiable. Enfin, un réel intérêt devra être porté sur **les services ultra-fiables à latence ultra-faible** tels que la réalité virtuelle augmentée, les voitures sans conducteur et l'internet tactile, qui connaîtront un essor significatif avec la 5G.

Source : Manuel des politiques de communications mobiles de la GSMA, 2018

Mesures politiques nationales pour la 5G

Actions de l'ARTCI

La Côte d'Ivoire met en œuvre un ensemble de mesures politiques nationales aux niveaux économique, réglementaire et organisationnel en vue d'encourager une couverture 5G généralisée et pas seulement limitée aux centres urbains. Ces mesures s'inscrivent dans une stratégie globale visant à créer une société hyper-connectée intégrant de manière complète les technologies LTE, Wifi et de l'Internet des objets (IoT). La réussite des services est tributaire de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC (ARTCI).

L'ARTCI a pour mission principale de garantir un développement pérenne du secteur des télécommunications/TIC, de protéger les intérêts des consommateurs, des opérateurs et de l'État, et de réguler la concurrence et l'interconnexion. L'ARTCI joue également un rôle clé dans l'attribution du spectre des fréquences, la délivrance des autorisations d'exploitation, la gestion des agréments des équipements, et la protection des données à caractère personnel.

Mesures réglementaires pour la 5G

En décembre 2021, le gouvernement ivoirien a adopté une feuille de route stratégique pour un déploiement sécurisé et rapide de la 5G. Cette feuille de route vise à encadrer le développement de la 5G autour de quatre grands objectifs stratégiques, déclinés en une dizaine d'objectifs spécifiques, couvrant les aspects techniques, économiques et réglementaire. Ce document a été élaboré en concertation avec toutes les parties prenantes du secteur, notamment lors de forums de normalisation et d'ateliers thématiques sur les autorisations et les questions juridiques.

L'ARTCI a entrepris une modernisation du cadre réglementaire pour intégrer les spécificités de la 5G. Ce cadre comprend la révision des procédures d'attribution des fréquences, la clarification des obligations des opérateurs, la définition des règles de partage d'infrastructures et la mise en place de mécanismes de gestion des litiges. L'objectif est de garantir un environnement concurrentiel sain, attractif pour les investissements et conforme aux standards internationaux.

L'ARTCI gère également l'affectation des bandes de fréquences nécessaires au déploiement de la 5G. Cette gestion vise à optimiser l'utilisation du spectre, à prévenir les interférences et à garantir l'équité d'accès pour les différents opérateurs. Des appels d'offres ont été lancés pour sélectionner les opérateurs et les partenaires techniques aptes à déployer la 5G sur le territoire national.

Mesures économiques

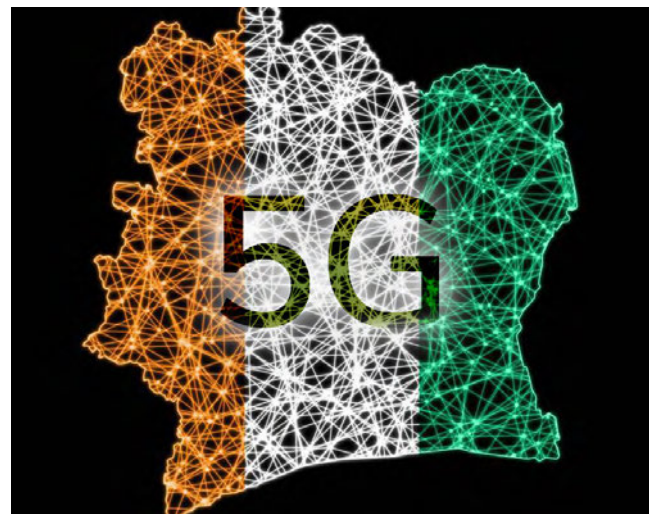
Pour accélérer le déploiement de la 5G et réduire les coûts pour les opérateurs, l'ARTCI promeut le partage d'infrastructures, tant passives (sites, alimentation électrique) qu'actives (antennes, équipements radio). Cette approche vise à mutualiser les investissements, à optimiser la couverture et à garantir une rentabilité accrue pour les acteurs du secteur.

Des consultations ouvertes et des ateliers thématiques sont régulièrement organisés pour recueillir les avis des opérateurs, des industriels, des experts et des consommateurs. Ces échanges permettent d'identifier les enjeux économiques, d'ajuster les politiques publiques et de garantir l'adhésion de tous les acteurs à la stratégie nationale 5G.

Mesures organisationnelles

L'ARTCI assure la coordination entre les différents ministères concernés, les opérateurs télécoms, les fournisseurs de services et les partenaires internationaux. Cette gouvernance partagée garantit une mise en œuvre cohérente et efficace de la stratégie 5G.

Des mécanismes de suivi et d'évaluation sont mis en place pour



mesurer l'avancement du déploiement de la 5G, contrôler le respect des obligations contractuelles par les opérateurs et ajuster les politiques en fonction des résultats obtenus. L'ARTCI publie chaque année un rapport d'activité détaillant les progrès réalisés et les perspectives pour l'année suivante.

Enfin l'ARTCI veille à ce que le développement de la 5G s'accompagne d'une protection renforcée des données à caractère personnel et d'une gestion rigoureuse des risques de cybersécurité. Des actions de sensibilisation, de mise en conformité et de contrôle sont menées auprès des opérateurs et des utilisateurs pour garantir la confiance numérique.

Impacts attendus

Le déploiement de la 5G en Côte d'Ivoire est perçu comme un catalyseur de la transformation numérique et de la compétitivité économique du pays. Les impacts attendus incluent l'amélioration de la connectivité et de la qualité des services mobiles à très haut débit ; le développement de nouveaux usages et services innovants dans les secteurs de l'énergie, de la santé, de l'industrie, des médias et de l'administration ; la création d'emplois qualifiés et le renforcement des compétences numériques ; l'attractivité accrue pour les investissements étrangers et le positionnement de la Côte d'Ivoire comme hub technologique régional.

En Côte d'Ivoire, la politique nationale en matière de 5G, pilotée par l'ARTCI, s'appuie sur un cadre réglementaire modernisé, des mesures économiques incitatives et une organisation efficace pour garantir un déploiement rapide et sécurisé de la 5G. Cette démarche vise à soutenir la croissance économique, à favoriser l'innovation et à répondre aux besoins croissants en connectivité de la population et des entreprises ivoiriennes.

Alliances stratégiques

Quand opérateurs et multinationales s'unissent pour bâtir l'avenir numérique

Alors que la 5G s'impose comme la colonne vertébrale du numérique de demain, les alliances stratégiques entre opérateurs télécoms et multinationales apparaissent indispensables pour soutenir des investissements lourds et complexes.

Aucun acteur ne peut avancer seul. La mutualisation des efforts s'impose désormais comme une évidence en raison de la complexité technique, aux coûts vertigineux et aux défis réglementaires de la 5G. Dans ce contexte, la collaboration entre opérateurs, équipementiers, géants technologiques et autorités publiques apparaît essentielle pour accélérer la recherche, stimuler l'innovation et favoriser le transfert de connaissances pour l'émergence de services 5G à haute valeur ajoutée.

Parallèlement, les gouvernements imposent des cadres réglementaires stricts. Les licences d'exploitation de la 5G peuvent ainsi inclure des obligations de conformité aux lois sur « la protection des données et les droits humains, ainsi que des exigences de rapports périodiques et de supervision par la société civile, garantissant une gouvernance responsable du déploiement de ces réseaux », explique la GSMA.

L'attribution des fréquences

En France, par exemple, la 5G est considérée comme un pilier de la transformation numérique. C'est dans ce cadre qu'une stratégie nationale d'accélération sur la 5G a été lancée en 2021, mobilisant 480 millions d'euros de financements publics jusqu'en 2022, et visant 735 millions d'euros d'ici 2025. L'objectif est de soutenir des projets prioritaires tout en mobilisant, par effet de levier, jusqu'à 1,7 milliard d'euros d'investissements privés à l'horizon 2025.

Pour assurer la stabilité des investissements, les gouvernements et régulateurs doivent adopter des politiques nationales claires concernant l'attribution des fréquences, en privilégiant des licences à long terme, par exemple de 15 ans, comme le souligne la GSMA dans son rapport «Spectre 5G Position de Politique Publique de juillet 2019». Ce document insiste également sur l'importance de processus de renouvellement clair et d'une feuille de route des fréquences, permettant une planification technique et commerciale sur le long terme.

Alliances industrielles

Par ailleurs, certains gouvernements adoptent une approche technologiquement neutre pour l'attribution des licences de



spectre, permettant aux opérateurs de réaffecter les fréquences existantes à la 5G ou de demander des ressources supplémentaires selon les besoins. Cela facilite une adaptation agile aux évolutions rapides des technologies, comme l'indique le rapport de l'Union africaine des télécommunications, intitulé «Au déploiement de la 5G et cas d'utilisation pertinents en Afrique».

Un projet illustre particulièrement cette dynamique de coopération : le corridor numérique «5G Autobahn to Autoroute» reliant Metz (France) à Sarrebruck (Allemagne). Piloté par Orange, O2 Telefónica, Vantage Towers, TOTEM et l'université allemande HTW SAAR (Hochschule für Technik und Wirtschaft des Saarlandes), ce projet transfrontalier capitalise sur la complémentarité des compétences pour bâtir un réseau 5G de pointe, adapté aux défis de la mobilité autonome et de la sécurité routière. «Ce projet établit une nouvelle norme européenne en matière de connectivité transfrontalière», affirme Christian Hillabrant, PDG de Vantage Towers.

D'autres collaborations emblématiques montrent l'importance de ces alliances industrielles : Vodafone et Huawei, ou encore Ericsson et BT Group, qui ont permis d'accélérer l'adoption de la 5G en combinant puissance industrielle et présence commerciale. De leur côté, Qualcomm et Nokia s'associent pour développer des chipsets et solutions réseau visant à améliorer la performance des terminaux 5G.

Un écosystème ouvert

Les experts insistent également sur l'importance de créer des écosystèmes ouverts pour libérer tout le potentiel de la 5G. L'initiative Open Gateway, portée par la GSMA, en est un exemple marquant : Orange, Singtel et Telefónica y unifient leurs plateformes d'APIs réseau, facilitant ainsi l'accès aux fonctionnalités avancées pour les développeurs et les entreprises. L'objectif est de stimuler l'innovation et accélérer l'apparition de nouveaux services à l'échelle mondiale.

La construction de réseaux privés et souverains occupe également une place croissante dans les stratégies nationales. En France, des initiatives comme «Engage 5G & Beyond» ou «CRIIOT», réunissant Orange, Nokia, Airbus et Thales, visent à expérimenter des solutions adaptées aux secteurs verticaux tels que la santé, l'automobile ou l'aérospatial, tout en renforçant la souveraineté technologique du pays.

Au cœur de cette transformation, les modèles de coopération dessinent une nouvelle architecture de l'économie numérique. En combinant ressources, expertise et innovation, opérateurs et multinationales accélèrent non seulement le déploiement des infrastructures, mais posent aussi les fondations d'un futur connecté, résilient et durable.

Statistiques

Moderniser les outils de collecte pour un système plus performant



L'atelier organisé par l'ARTCI sur la production statistique a enregistré la participation d'une cinquantaine d'experts et acteurs clés des secteurs de la Poste et des télécommunications.

L'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI) a organisé du 2 au 4 avril 2025 à Assinie, un atelier stratégique visant à redynamiser son système de production statistique dans le secteur des communications électroniques et de la poste.

Cet atelier, présidé par Monsieur **Fofana Lanciné**, Directeur des Etudes et de la Prospective, représentant le Directeur Général de l'ARTCI, a enregistré la participation d'une cinquantaine d'experts et acteurs clés issus du Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation, de l'ARTCI, de la Direction Générale de l'Economie, de l'Agence Nationale de la Statistique (ANStat), de l'Agence de la Promotion de l'Inclusion Financière (APIF), des opérateurs télécoms et postaux, des fournisseurs de services internet et numériques, ainsi que des acteurs du secteur postal.

Fiabilité des données

L'objectif de cet atelier était d'améliorer la fiabilité des données via l'harmonisation des indicateurs, l'agilité opérationnelle par l'adaptation des outils de collecte aux nouvelles technologies et le renforcement de la synergie avec l'ensemble des opérateurs, les fournisseurs de services, les administrations publiques et privées, utilisateurs d'informations sur le secteur.

Au nom de Monsieur Lakoun Ouattara, Directeur Général de l'ARTCI, Monsieur Fofana Lanciné a souligné l'importance cruciale de la donnée pour la prise de décision stratégique et opérationnelle. Il a également mis en exergue les défis majeurs auxquels l'ARTCI est confrontée en matière de statistiques du secteur.

Les travaux se sont articulés autour de thématiques, notamment sur les dispositions réglementaires encadrant la collecte et la publication des statistiques du secteur par l'ARTCI, ainsi que les meilleures pratiques de collecte et de traitement des données présentées par l'ANStat.

Des groupes de travail répartis en six commissions ont été constitués en vue d'approfondir les thématiques spécifiques visant à assurer une compréhension uniforme des indicateurs, à réviser les indicateurs obsolètes, à prendre en compte les nouveaux indicateurs conformément aux conclusions des travaux du groupe des experts de l'UIT sur les indicateurs (EGH-EGTI), et à renforcer la collaboration entre le régulateur et les acteurs du secteur.

Digitalisation du processus de collecte

Au total, une centaine d'indicateurs ont été passés en revue et des engagements

ont été pris par les opérateurs du secteur en vue de l'amélioration de la qualité des statistiques collectées. Au nombre des recommandations formulées au plan d'actions, l'on peut citer l'acquisition par l'ARTCI d'outils numériques pour la collecte, la mise en œuvre de la régulation complète à terme du processus de collecte de traitement et de publication des statistiques par l'ARTCI.

Une motion de remerciement a été adressée au Directeur Général de l'ARTCI, au nom des participants, qui ont salué la qualité de l'organisation et souhaité la tenue périodique d'un tel atelier.

Monsieur **Fofana Lanciné** a clôturé les travaux en exprimant sa satisfaction quant à l'engagement et aux contributions des participants, assurant que les recommandations pertinentes issues de l'atelier serviront de base pour améliorer la régulation du secteur et accompagner sa croissance, tout en éclairant les décisions et politiques publiques.

A travers cet atelier, l'ARTCI réaffirme sa volonté à œuvrer pour un secteur des communications électroniques inclusif, dynamique et performant en Côte d'Ivoire, qui s'appuie sur des statistiques fiables et actualisées.

OMNIA

Le miroir révolutionnaire qui transformera le suivi de notre santé au quotidien

La santé est un élément essentiel du bien-être humain, influençant directement la qualité de vie, le bonheur et la productivité. Dans un monde où la technologie façonne de plus en plus notre quotidien, l'innovation occupe une place centrale dans l'amélioration du suivi et de la gestion de la santé. C'est dans ce contexte que Withings, entreprise française pionnière dans la santé connectée, a marqué les esprits lors du Consumer Electronics Show (CES) 2025 en dévoilant Omnia, un miroir connecté révolutionnaire intégrant des fonctionnalités avancées telles que la mesure de la composition corporelle, le suivi de la santé cardiaque et métabolique avec un assistant vocal intelligent offrant des conseils personnalisés.

Omnia ne se limite pas à être un simple objet décoratif, mais devient un véritable compagnon de santé. Grâce à l'intelligence artificielle générative, il place la santé au cœur du quotidien, offrant aux utilisateurs une vue d'ensemble de leurs indicateurs vitaux et les aide à prendre des décisions éclairées pour leur bien-être.

Qu'est-ce que le miroir OMNIA ?



Omnia est un miroir connecté qui propose un suivi complet de votre santé à 360 degrés, avec des scans quotidiens pour mesurer différents aspects de votre bien-être. Il analyse votre santé cardiaque, vos poumons, votre poids, votre sommeil, votre activité physique et même votre nutrition. Grâce à une interface immersive, Omnia transforme ces données en indicateurs vous permettant de suivre et d'optimiser votre santé au quotidien.

En effet, Omnia est équipé d'un assistant vocal intelligent qui permet à l'utilisateur de recevoir des conseils en temps réel, des rappels médicaux et des messages motivationnels pour un suivi de santé optimal. Il intègre également une fonctionnalité de téléconsultation, permettant des consultations virtuelles avec des professionnels de santé directement depuis le miroir.

Conçu pour se connecter facilement aux autres dispositifs de santé, Omnia est compatible avec une gamme d'objets connectés tels que des balances, des montres, des tensiomètres ou encore des capteurs de sommeil, offrant ainsi une gestion complète et centralisée des données de santé.

Avantages et impact d'OMNIA sur la santé quotidienne

Suivi de santé personnalisé et interactif

Omnia révolutionne le suivi de la santé en offrant une expérience personnalisée et interactive. Grâce à des technologies avancées telles que l'intelligence artificielle, ce miroir connecté permet aux utilisateurs de recevoir des analyses détaillées de leur état de santé au quotidien. Il fournit des informations sur des indicateurs vitaux, notamment la santé cardiaque, la composition corporelle et la qualité du sommeil. En intégrant ces données dans une interface intuitive, Omnia facilite la compréhension des facteurs influençant la santé individuelle, permettant ainsi aux utilisateurs de prendre des décisions éclairées pour améliorer leur bien-être.

Intégration des données pour une approche holistique

L'un des principaux atouts d'Omnia est sa capacité à intégrer les données provenant de divers appareils connectés au sein de l'écosystème Withings. Cela permet une vision globale et cohérente de la santé de l'utilisateur, en corrélant les différents paramètres mesurés tels que l'activité physique, la nutrition et le sommeil. Cette approche holistique aide à identifier les relations entre ces facteurs, permettant aux utilisateurs de comprendre comment des améliorations dans un domaine peuvent avoir un impact positif sur leur santé globale.

Par exemple, une meilleure qualité de sommeil peut contribuer à une meilleure santé cardiaque, ce qui souligne l'importance d'une gestion intégrée de la santé.

Facilitations de l'accès aux soins médicaux

Omnia facilite également l'accès aux soins médicaux en intégrant des fonctionnalités telles que la téléconsultation. Les utilisateurs peuvent partager leurs données de santé avec des professionnels certifiés, ce qui leur permet d'obtenir des conseils médicaux sans avoir à se déplacer. Cette accessibilité est particulièrement bénéfique pour ceux qui ont besoin d'un suivi régulier ou qui souhaitent consulter un médecin rapidement. En offrant un soutien médical avancé à tout moment, Omnia contribue à améliorer la gestion proactive de la santé et à réduire les barrières à l'accès aux soins.

Une aide pour décoder ses indicateurs de santé

Omnia joue un rôle clé dans le décryptage des indicateurs de santé pour les utilisateurs. En fournissant des explications claires et des recommandations personnalisées basées sur les données collectées, ce miroir connecté aide les utilisateurs à mieux comprendre leur état de santé et les actions qu'ils peuvent entreprendre pour l'améliorer. Par exemple, il peut détecter des irrégularités dans le rythme cardiaque ou des signes précurseurs d'apnée du sommeil, permettant ainsi une intervention précoce avant que ces problèmes ne s'aggravent.

Défis et limites d'Omnia

Omnia constitue une avancée notable dans le domaine de la santé connectée. Toutefois, des défis importants restent à relever pour favoriser son adoption large et inclusive, notamment en matière de protection de la vie privée, de sécurité des données.



En collectant une grande quantité d'informations sensibles, telles que la fréquence cardiaque, les cycles de sommeil ou encore les analyses métaboliques, Omnia soulève des préoccupations légitimes concernant la confidentialité et la sécurité des données.

Bien que la société Withings affirme mettre en place des protocoles de sécurité avancés, il est important de rappeler qu'aucun système n'est totalement à l'abri des violations. Par ailleurs, malgré ses fonctionnalités avancées, Omnia reste un outil de suivi et non un dispositif médical certifié.

Il convient également de souligner qu'Omnia est encore à l'état de concept et devra franchir plusieurs étapes de tests et de validation avant sa commercialisation. Cette phase est essentielle pour garantir la fiabilité, la sécurité et la conformité réglementaire du produit, notamment en matière de santé connectée et de protection des données personnelles. Des ajustements seront nécessaires, notamment en matière d'évaluation clinique, pour garantir la fiabilité et la pertinence de ses mesures.

Néanmoins, Withings prévoit de rendre certaines fonctionnalités accessibles via son application dès 2025.

Conclusions et perspectives

Omnia n'est pas encore commercialisé, mais la marque française prévoit de le lancer sur le marché d'ici 2026. Pour l'instant, aucune date précise ni prix n'ont été confirmés.

D'ici-là, l'assistant vocal IA présenté par le constructeur devrait faire son arrivée sur l'application mobile Withings au cours de cette année 2025.

Ce miroir intelligent promet de redéfinir le suivi de santé connecté, en alliant innovation technologique et bien-être personnalisé. Il s'inscrit dans une vision où la santé devient accessible, proactive et centrée sur l'utilisateur. En combinant des données précises, des analyses basées sur l'intelligence artificielle et des outils pratiques comme la téléconsultation, Omnia offre une gestion complète et intuitive de la santé. Cette approche holistique vise à améliorer la qualité de vie des utilisateurs, à prévenir les risques de santé, et à renforcer l'autonomie dans la prise en charge de leur bien-être au quotidien.

Pour Eric Carreel, fondateur et président de Withings, "Omnia incarne la vision de Withings pour l'avenir. Il donne le pouvoir aux utilisateurs de s'approprier leurs données de santé de façon transparente et claire. En offrant une information accessible, nous agissons en prévention avant que l'état de santé des utilisateurs ne s'aggrave. Avec Omnia, nous ne nous contentons pas seulement de surveiller la santé, mais nous donnons aux utilisateurs tous les outils pour la façonner».

Cependant, pour que ce miroir connecté puisse pleinement exploiter son potentiel, il devra relever plusieurs défis, à la fois sur le plan technologique et éthique.

Avec ce produit, Withings démontre une fois de plus son engagement envers l'innovation dans le domaine de la santé.

Reste à déterminer si Omnia saura séduire un large public et s'imposer comme un outil essentiel dans la gestion quotidienne du bien-être. Une chose est certaine : l'avenir de la santé connectée se dessine dès aujourd'hui, et Omnia pourrait bien en devenir un symbole emblématique.

Pour rappel, Omnia a été présenté lors du CES 2025 qui s'est tenu à Las Vegas du 7 au 10 janvier 2025.

Créé en 1967, le CES s'est tenu pour la première fois à New York avant de s'établir définitivement à **Las Vegas en 1978**. Lors de sa première édition, l'événement avait accueilli **17 500 participants** et plus de **100 exposants**. Aujourd'hui, il est devenu le plus grand salon mondial dédié aux innovations technologiques et électroniques grand public. Organisé chaque année en janvier par la Consumer Technology Association (CTA), il rassemble les plus grandes entreprises et startups qui dévoilent leurs avancées en intelligence artificielle, 5G, IoT, mobilité, santé numérique, robotique, réalité virtuelle et augmentée, ainsi que les objets connectés.

L'édition 2025 a attiré plus de **141 000 participants**, dont **40 %** de visiteurs internationaux venus de plus de **150 pays**, et plus de **4 500 exposants**, dont **1 400 startups**. Elle a également enregistré la présence de **60 %** des entreprises du Fortune 500, bénéficié d'une large couverture médiatique, avec plus de **6 000 journalistes**, créateurs de contenu et analystes du secteur, générant plus de **27 000 articles** et reportages. Enrichi par 300 sessions de conférences animées par 1 200 experts, le CES reste une vitrine incontournable de l'innovation.

La révolution Edge Datacenter

Redéfinir l'avenir de l'infrastructure numérique

La demande de traitement de données en temps réel explose à mesure que l'IoT, la 5G et les applications pilotées par l'IA redéfinissent les industries. De la fabrication, où les applications de l'industrie 4.0 nécessitent un traitement de données ultra-rapide pour surveiller et contrôler les opérations en temps réel, aux domaines comme les jeux et le streaming, qui dépendent également fortement de performances à faible latence pour offrir des expériences utilisateur fluides, le besoin d'une latence ultra-faible est primordial. Le traitement de données traditionnel et centralisé a du mal à répondre à ces exigences, ce qui nécessite un changement de paradigme dans l'infrastructure numérique.

La réduction de la latence résiduelle nécessite une proximité. En plaçant stratégiquement les data centers plus près des utilisateurs finaux cela réduit la dépendance à l'égard des datacenters distants, garantissant des transferts de données plus rapides et des interactions en temps réel plus fluides. Cette évolution est essentielle pour les secteurs qui dépendent du traitement instantané des données comme pour les centres hospitaliers par exemple.

Alimenter les technologies de nouvelle génération

Nous ne considérons plus l'informatique comme un concept émergent : elle est le moteur de la révolution numérique. L'IA, l'IoT et les systèmes autonomes s'appuient sur des connexions ultra-rapides et stables pour fonctionner efficacement. Les usines intelligentes exploitent l'informatique de pointe pour l'automatisation en temps réel, minimisant les temps d'arrêt et maximisant la productivité. Dans le domaine de la santé, la télémédecine évolue au-delà des consultations virtuelles pour inclure les chirurgies robotisées, les diagnostics assistés par l'IA et la surveillance continue des patients à distance. En traitant les données localement, l'informatique de pointe transforme les innovations autrefois théoriques en efficacité quotidienne.

Évolutivité et durabilité

L'avenir de l'infrastructure numérique doit équilibrer performances et efficacité. Modulaires et économes en énergie de par leur conception, les data centers peuvent évoluer avec les avancées technologiques tout en réduisant l'impact environnemental. Les innovations telles que la réutilisation de la chaleur, où l'énergie excédentaire est réutilisée pour chauffer les bâtiments locaux, illustrent la manière dont les infrastructures peuvent intégrer la durabilité sans compromettre les performances. L'objectif n'est pas seulement de réduire les émissions, mais aussi de garantir que l'expansion numérique s'harmonise avec la responsabilité environnementale.

Démocratiser l'accès au calcul à haut

Au-delà de l'efficacité et de la rapidité, la décentralisation de l'infrastructure numérique en région contribue à créer des conditions de concurrence plus équitables. Les Edge Datacenters contribuent à apporter des services à haut débit et à faible latence aux régions favorisant ainsi la croissance économique et l'inclusion technologique. Dans une infrastructure hybride, les communautés éloignées et



Thomas Murin, Directeur commercial nLighten France

rurales peuvent bénéficier de services numériques avancés tandis que les entreprises conservent la capacité d'optimiser les charges de travail dans les environnements centralisés et décentralisés. Cette flexibilité permet aux entreprises de tirer parti de l'IA, d'optimiser la logistique et d'améliorer l'expérience client grâce au calcul en temps réel.

L'avenir de l'infrastructure numérique

L'Edge Computing est passé d'une tendance industrielle à un élément clé d'un paysage numérique plus connecté, efficace et durable. À mesure que la technologie progresse, les Edge Data Centers contribueront au progrès dans tous les secteurs, ouvrant de nouvelles possibilités pour les entreprises, les institutions et les particuliers. Le paysage numérique évolue et l'avenir repose sur une infrastructure équilibrée qui privilégie la rapidité, l'efficacité et l'accessibilité.

Par Thomas Murin, Directeur commercial nLighten France

Entrepreneuriat et culture de l'innovation

La Côte d'Ivoire s'imprègne du modèle de réussite de la Silicon Valley

Une délégation ivoirienne a participé à l'**Africa Gate to Growth Forum 2025**, du 21 au 28 février, à la Silicon Valley, en Californie. L'événement visait à favoriser le partage d'expériences et la collaboration entre startups africaines et experts locaux. Dix startups ivoiriennes, dans des secteurs variés comme la fintech, la santé, le marketing digital et l'IA, y ont participé.

Plusieurs institutions publiques, dont le Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation, l'ARTCI, l'ANSUT, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire et l'INP-HB, étaient présentes. La délégation de l'ARTCI, conduite par M. Lakoun Ouattara, Directeur Général, comprenait **M. Konaté Ismaël**, Chef de Département Optimisation des Processus, **M. Dja Rodrigue**, Chef de Département Consommateurs et Usagers, et **M. Kouamé Cheik**, Chef de Service Digitalisation..

La cérémonie d'ouverture, le 21 février, a vu des allocutions du Directeur Général de l'ARTCI et du Consul Général de Côte d'Ivoire à New York, **S.E.M Inza Camara**. Les jours suivants étaient dédiés à un Programme d'immersion avec des fondateurs de startups et des experts d'entreprises comme Amazon, Meta et Plug and Play. L'objectif était d'analyser les facteurs de succès des startups de la Silicon Valley, notamment le financement, la qualification des équipes et l'innovation continue.



Visite de la délégation ivoirienne à la SVB (Silicon Valley Bank)

Il en est ressorti la nécessité de développer des compétences technologiques dès le plus jeune âge, de créer un écosystème favorable à l'innovation via des incubateurs et des plateformes d'accélération, et de financer et accompagner les startups via des partenariats publics et privés.

En marge de ces travaux, l'ARTCI a discuté avec les startups présentes, qui ont exprimé des besoins en simplification des démarches administratives et en accompagnement institutionnel. L'ARTCI a pris note de ces besoins et continuera à échanger avec les principales associations de startups pour élaborer des mécanismes favorisant l'entrepreneuriat et l'innovation.

L'ARTCI au GSMA-MWC 2024

Tendances, partenariats et innovations au cœur des discussions

Du 3 au 6 mars 2024, l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI) a participé activement au GSMA Mobile World Congress (MWC) 2024, qui s'est tenu à Barcelone, en Espagne. Cet événement mondial de premier plan a réuni les acteurs clés de l'écosystème mobile pour explorer les dernières tendances, nouer des partenariats stratégiques et discuter des innovations transformant le secteur.

La participation de l'ARTCI au GSMA-MWC s'inscrivait dans une démarche stratégique visant à s'informer des dernières tendances, renforcer et finaliser les partenariats importants, et promouvoir la Côte d'Ivoire numérique.

La délégation, conduite par **Dr Diakité Coty**, Président du Conseil de Régulation, était composée de deux autres membres du Conseil de Régulation, du Directeur Général de l'ARTCI, **M. Lakoun Ouattara**, et de ses collaborateurs.

La présence de l'ARTCI au MWC 2024 a été marquée par une série d'engagements et de discussions de haut niveau. La délégation a eu l'occasion d'échanger avec des régulateurs








A Barcelone, la délégation de l'ARTCI a eu l'occasion d'échanger avec un éventail de groupes de l'industrie des télécommunications et des TIC.

du monde entier, des opérateurs de téléphonie mobile, des fournisseurs de technologies, des startups innovantes et des experts de l'industrie. Ces interactions ont permis à l'ARTCI de s'informer sur les avancées les plus récentes en matière de 5G, d'intelligence artificielle (IA), d'Internet des objets (IoT) et d'inclusion numérique.

CAP 2026

CAP 2026 est le plan stratégique qui ambitionne de faire de l'ARTCI à l'horizon 2026, une autorité de régulation de référence en Afrique, reconnue pour son efficacité à promouvoir le développement de l'économie numérique en Côte d'Ivoire.

La mise en œuvre de CAP 2026 nécessite une transformation structurelle pour instituer à l'ARTCI une gouvernance qui repose sur la transparence, la responsabilité, la collaboration, l'équité et l'efficacité.

Une vision	Assurer une régulation proactive et participative propice au développement durable de l'économie numérique en Côte d'Ivoire
Une mission	Être un régulateur multidimensionnel impartial pour garantir l'inclusion numérique, tout en protégeant le consommateur.
5 valeurs	<p>Proactivité  Intégrité  Solidarité </p> <p>Transparence  Expertise </p>
5 objectifs stratégiques	<ol style="list-style-type: none">1. Favoriser l'accès inclusif aux services numériques et postaux2. Améliorer la qualité des services numériques et postaux3. Susciter l'innovation et la digitalisation de l'économie nationale4. Protéger les droits des consommateurs de services numériques et postaux5. Assurer la sécurité numérique du cyberspace ivoirien
5 piliers	<ol style="list-style-type: none">1. Optimiser la gouvernance et l'efficacité opérationnelle2. Renforcer le professionnalisme et l'éthique3. Accroître la transparence et la communication4. Développer la concertation et la collaboration5. Promouvoir la responsabilité sociétale

ARTCI

AUTORITÉ DE RÉGULATION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS/TIC DE CÔTE D'IVOIRE



📍 Abidjan – Marcory Anoumabo 📠 18 BP 2203 Abidjan 18 – Côte d'Ivoire

☎ + 225 27 20 34 43 73 / 27 20 34 43 74 ✉ courrier@artci.ci 🌐 www.artci.ci 📱 Artci